

Altercommunistes

UNE PUBLICATION DES

communistes unitaires

« Rien ne sera plus comme avant la catastrophe nucléaire de Fukushima », avons-nous dit avec beaucoup d'autres, alors que le monde entier découvrait en temps réel l'absence de maîtrise par l'entreprise japonaise Tepco des conséquences du tsunami sur ses centrales nucléaires.

Pour que cela ne soit pas seulement une formule choc, nous devons dire non seulement ce qui, pour les Communistes unitaires, ne « doit plus être comme avant », mais apporter une contribution aux enjeux et problèmes posés par l'avenir énergétique, d'une part en les resituant dans le cadre des enjeux généraux auxquels l'humanité doit faire face, d'autre part en formulant une position sur l'avenir du nucléaire.

Quel avenir énergétique ?

L'énergie représente à la fois un symptôme et l'une des causes centrales de la crise à laquelle nous sommes confrontés. Tout le développement économique, social, notre organisation spatiale, nos relations aux pays du Sud sont conditionnés par le rapport que nous entretenons avec son mode de production, son approvisionnement. Et si le réchauffement climatique est un problème qui semble à certains lointain et peu appréhendable, le choix du type d'énergie, l'accès à l'énergie, son prix sont des questions quotidiennes pour tout un chacun.

Le développement des sociétés industrielles est notamment fondé sur l'utilisation d'une très grande quantité d'énergie et, par voie de conséquence, sur la croissance illimitée de son empreinte écologique.

Nous savons depuis un certain temps que le modèle capitaliste n'est pas durable à long terme. La nouveauté est que nous découvrons de plus en plus qu'il ne l'est pas davantage à très court terme. Non seulement parce que ses conséquences écologiques ont commencé à se faire ressentir mais également

parce qu'il radicalise et renouvelle la question des inégalités sociales. ♦



**La cause écologique
et la cause humaine
ensemble !**

Des enjeux écologiques et anthropologiques	2
Le nucléaire, ses talons d'Achille et nous	4
Quels choix énergétiques généraux ?	6
Participer	8

LES COMMUNISTES UNITAIRES
composante de la

FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

Des enjeux écologiques

La convergence entre la cause écologique et la cause humaine est notre parti pris, faute de quoi on choisirait soit de sacrifier l'avenir de la planète monde, soit de renoncer à tout projet d'émancipation. Nous ne voulons ni d'un « progrès » aveugle aux conséquences des modes actuels de production et de consommation (effondrement de la biodiversité, dilapidation des ressources naturelles...), ni ignorer les enjeux de développement.

Un projet énergétique doit prendre en compte :

- les besoins de développement de l'accès à l'énergie, en même temps qu'il promeut la sobriété énergétique (production, consommation, modes de vie...). La transformation des modes de développement - qui nécessite un dépassement du capitalisme - constitue un enjeu de changement culturel que le volontarisme militant et la seule responsabilité individuelle ne suffisent pas à opérer ; même si l'urgence est incontournable, il faut s'inscrire sur le temps long ;

- le développement des énergies renouvelables, répondant notamment à des besoins locaux et régionaux substantiels, qui ne s'oppose en rien aux besoins d'une production énergétique importante, par exemple pour le fonctionnement des grandes infrastructures de transports ;

- le fait qu'il n'existe pas d'énergie sûre à 100 % et que les conditions de production et de consommation ont un impact considérable sur les risques.

Elargissons encore notre approche.



Des enjeux écologiques et anthropologiques

Une politique énergétique mondiale doit nécessairement reprendre à son compte les objectifs écologiques et sociaux mondiaux, au premier rang desquels la lutte contre l'effet de serre et les dérèglements climatiques d'une part et la nécessité de sortir des milliards d'êtres humains du sous-développement et de promouvoir l'égalité entre tous les êtres humains d'autre part. Une telle approche, prenant pleinement en compte ces deux dimensions, est sinon rare, du moins trop peu partagée.

L'enjeu de la lutte contre l'effet de serre est devenu aujourd'hui un objectif mondial, mais les sommets internationaux ont des résultats très insatisfaisants. Les rapports de force demeurent défavorables à la cause écologique.

Ensuite : au mieux ne sont souvent considérés que les effets du réchauffement, les dégâts des dérèglements climatiques, les conséquences, en termes de migrations de populations par exemple. Mais ne sont pas traitées toutes les autres dimensions : celle d'un accès égal à l'énergie, celle de l'égalité tout court, celle du développement humain. Ce sont là des enjeux de dépassement du système économique et social (le capitalisme). Il ne suffit pas de parler de droit

à l'énergie, car ce droit est-il celui de gâcher de l'énergie ou la possibilité d'accéder à l'énergie pour vivre mieux, pour s'émanciper ?

Partisans de l'émancipation, nous pensons que la mobilisation mondiale doit définir des objectifs sociaux ambitieux, en rupture avec toutes les dominations qui régissent les rapports sociaux. C'est ici qu'une approche communiste est non seulement légitime mais nécessaire : le monde tel qu'il est, avec ses inégalités abyssales entre les individus, les classes sociales et les sociétés, dans l'accès à l'énergie comme dans tous les champs de la vie sociale, n'est pas vivable. Le statu quo n'est pas possible. L'enjeu n'est pas de revenir à une situation antérieure qui aurait été plus positive, mais de sortir de la préhistoire de l'émancipation.

Partisans de l'émancipation, nous pensons que la mobilisation mondiale doit définir des objectifs sociaux ambitieux, en rupture avec toutes les dominations qui régissent les rapports sociaux.

La convergence entre la cause écologique et la cause humaine est notre parti pris, faute de quoi on choisirait soit de sacrifier l'avenir de la planète monde, soit de renoncer à tout projet d'émancipation. Nous ne voulons ni d'un « progrès » aveugle aux conséquences des modes actuels de production et de consommation

(dilapidation des ressources naturelles, effondrement de la biodiversité...), ni ignorer les enjeux de développement.

Or, aucune vision partielle - « pour » ou « contre » le nucléaire, les énergies renouvelables, les énergies fossiles... - ne contribue en elle-même à concilier la cause anthropologique et la cause écologique. Il dépend de nous, par exemple, que les énergies renouvelables ne soient pas seulement un nouveau marché du capitalisme vert, mais un pas vers l'autogestion dans l'accès à l'énergie, contre la marchandisation de tout. Or, l'actuel effet d'aubaine idéologico-

et anthropologiques

commercial fait que des énergies dites propres peuvent être consommées sur le mode le plus dispendieux, celui du gâchis. Le développement actuel du secteur des énergies renouvelables se réalise pour l'essentiel dans les conditions habituelles du libéralisme économique, comme pour la production et la consommation de n'importe quels biens. Au contraire, nous portons l'idée de biens communs de l'humanité, qui se situe dans une logique de rupture avec la domination du capital et qui contribue à engager l'humanité sur une voie postcapitaliste.

De nombreuses pistes existent qui permettent d'espérer, que ce soit du côté des sciences de la terre (géothermie, marées...), de la chimie (valorisation du CO₂), des biotechnologies (microalgues, biomasse etc.). Cependant, il faut s'interroger sur le bilan carbone de certaines productions réputées propres et souligner les enjeux de recherche en matière d'efficacité énergétique, de stockage, de transport et de nuisances.

De son côté, l'énergie hydraulique constitue une ressource considérable, dont les atouts sont solides (faiblement polluante, souple), mais elles posent plusieurs questions : celle du sort des populations des territoires où sont construits les barrages (par exemple les gigantesques barrages chinois et brésiliens) ; celle de la maintenance, de la sécurité et du contrôle des barrages exploités, au regard de l'augmentation des risques sismiques et du vieillissement des équipements. Comme pour d'autres énergies (dont le nucléaire), cela suppose de mobiliser immédiatement et de provisionner dans la durée des moyens financiers importants, en contradiction avec le mode de gestion capitaliste qui ne cesse de chercher à éviter que le capital soit "improductif" ou "stérilisé".

L'exploitation des énergies fossiles engendrant l'augmentation de la teneur en carbone dans l'atmosphère constitue une dilapidation de l'essentiel des ressources fossiles accumulées sur une très longue durée (les temps géologiques).

Résultat : les réserves actuellement prouvées de gaz et de pétrole sont d'environ 80 ans. Il faut donc d'ores et déjà préparer une énergie décarbonnée, sauf à se tourner vers les gaz de schiste.

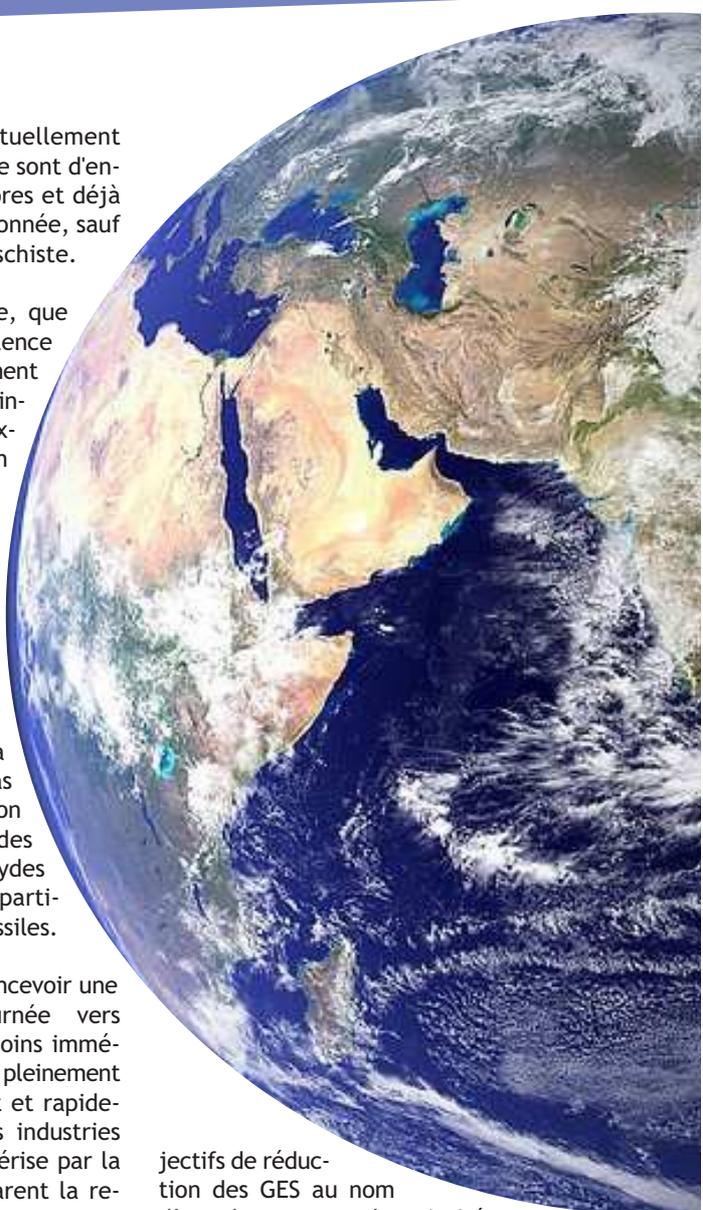
Ici s'impose une idée simple, que l'on passe souvent sous silence lorsqu'on se focalise uniquement sur l'énergie nucléaire : il est incontournable de diminuer l'exploitation et la consommation des énergies fossiles - pétrole, gaz et charbon... - dont l'utilisation constitue la principale source de rejets de gaz à effet de serre (GES).

Cela nous conduit à un nouveau parti pris : aucune alternative énergétique digne de ce nom n'est valable si la transition énergétique n'a pas pour axe principal la réduction des émissions de GES et des émissions polluantes (oxydes d'azote, oxydes de soufre, particules...) liées aux énergies fossiles.

Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre en compte pleinement l'enjeu de limiter fortement et rapidement les GES. Or, certaines industries dont la production se caractérise par la forte émission de GES préparent la relance de leur business, espérant tirer profit des difficultés du secteur nucléaire. Nous sommes hostiles à l'abandon des ob-

jectifs de réduction des GES au nom d'un changement de priorité qui consisterait à accorder une priorité à la seule sortie du nucléaire. ♦

Rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre en compte pleinement l'enjeu de limiter fortement et rapidement les émissions de GES. Nous sommes hostiles à l'abandon des objectifs de réduction des GES au nom d'un changement de priorité qui consisterait à privilégier la seule sortie du nucléaire.



Le nucléaire, ses talons

Les deux talons d'Achille du nucléaire civil sont la gestion des déchets et le manque de démocratie et de transparence. C'est au titre du premier - le problème du legs des déchets - que nous pensons légitime de décider un arrêt progressif du nucléaire.

L'énergie nucléaire a pour elle des atouts : une production importante d'électricité, à des coûts relativement réduits (même si cette affirmation est à nuancer, si l'on inclut les coûts considérables de démantèlement des centrales) ; elle réalise cette production avec peu de matière première (mais cette matière première est extraite dans les conditions habituelles de domination du Nord sur le Sud, principalement le Niger en ce qui concerne la France).

Mais elle comporte deux dimensions problématiques :

- Le premier est le risque d'accident nucléaire. Après Three Miles Island en 1976 et Tchernobyl en 1986, Fukushima vient de montrer que ce risque n'est pas nul, contrairement au mythe entretenu par l'industrie nucléaire d'une sûreté absolue des installations. Il convient de prendre la mesure des conséquences des accidents nucléaires. Dans le cas de Tchernobyl, des milliers de décès (selon l'ONU et l'OMS), voire des centaines de milliers (selon d'autres sources), peuvent être attribués aux retombées de l'accident à travers le monde. Sur ce premier point, il faut faire le deuil de l'utopie techniciste ou de la croyance en une sûreté totale, et à partir de là s'inquiéter des conditions d'exploitation du nucléaire les meilleures possibles : nationalisation du secteur et "sanctuarisation" hors du domaine marchand, participation des salariés et des citoyens à la gestion et aux décisions, rôles des Etats et des organismes publics internationaux, statut des salariés... ;

Après Three Miles Island en 1976 et Tchernobyl en 1986, Fukushima vient de montrer que ce risque n'est pas nul, contrairement au mythe entretenu par l'industrie nucléaire d'une sûreté absolue des installations.

- Le second risque concerne le traitement et la gestion des déchets, d'ores et déjà légués aux générations futures (environ 400 tonnes non retraitées chaque année en France selon l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN). Notons que ce problème se pose aussi pour les déchets radioactifs sans lien avec la production d'électricité (un millier de producteurs en France, en lien avec les activités hospitalières - scintigraphie, radiothérapie, étude des gènes - notamment). Ajoutons enfin que la récurrence des "incidents" dans des centrales, dont les impacts sont toujours minorés ou reconnus tardivement, est une préoccupation importante.

Pour l'Association des communistes unitaires, l'énergie nucléaire a deux talons d'Achille.

Le premier concerne la gestion des déchets, fardeau légué aux futures générations dont nous ne savons pas si elles seront en mesure demain de les traiter et, en attendant de savoir les traiter (ou qu'ils épuisent leur nocivité), de les sécuriser sans accident. La question de la mémoire des déchets sur la très longue durée est une dimension que les spécialistes ne savent pas traiter, la notion de protection « passive » (ne reposant pas sur des contrôles à assurer par les générations futures) étant sujette à caution.

L'IRSN indique : « Pendant quelques dizaines d'années, la surveillance des sites sera fondée sur des contrôles, sur

la maintenance des dispositifs de stockage et leur amélioration le cas échéant, ainsi que sur des restrictions d'usage. Lorsque la stabilité du site sera avérée, les interventions de maintenance seront progressivement réduites mais les restrictions d'usage toujours appliquées pendant quelques centaines d'années. La très longue période des radionucléides présents dans les résidus (75 000 ans pour le thorium 230 et 1600 ans pour le radium 226) ne permet pas de compter sur la décroissance radioactive pour réduire le danger que représentent ces déchets. Au-delà de quelques centaines d'années, la surveillance du stockage ne peut plus être garantie. Des défaillances pourront alors concerner l'intégrité du stockage. Il importe d'évaluer le risque et de prendre en compte les événements qui pourraient dégrader les dispositifs de stockage, notamment l'altération minéralogique



s d'Achille et nous

des résidus, l'érosion et d'éventuelles interventions humaines » (Les livrets de l'IRSN, "Les déchets radioactifs").

Le second talon d'Achille concerne non pas le risque d'accident lui-même, mais la transparence et la démocratie. Nous pensons concevable théoriquement qu'au terme d'un véritable débat public, une société fasse le choix de recourir à une énergie - telle l'énergie nucléaire - comportant des risques : assumant une part de risques (dont on peut imaginer qu'elle s'efforcerait de limiter la possibilité, par exemple en sanctuarisant le statut public du secteur concerné). Mais nous constatons que, dans la réalité, le nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un débat public digne de ce nom ; il a été de fait imposé à la société, par exemple en

Nous constatons que, dans la réalité, le nucléaire n'a jamais fait l'objet d'un débat public digne de ce nom ; il a été de fait imposé à la société, sans même un débat parlementaire.

mars 1974 par l'annonce de la mise en route de nombreuses nouvelles centrales (Plan Mesmer), généralisant le recours à l'énergie nucléaire, sans même un débat

parlementaire. Nous constatons que les progrès réels accomplis au cours des dernières années en matière d'informations sur les incidents ne remplissent pas le cahier des charges d'une appropriation citoyenne du débat et d'un choix démocratique.

Ce second talon d'Achille justifie à lui seul un moratoire sur la construction de nouvelles centrales et un

arrêt des vieilles centrales (Fessenheim), sur les recherches lorsqu'elles ne sont pas dédiées à la sûreté, sur la commercialisation du savoir faire français etc. Cependant, c'est au titre du premier - le problème du legs des déchets - que nous pensons légitime de décider un arrêt progressif du nucléaire, en parallèle de la sortie des énergies fossiles et dans des conditions que nous allons maintenant formuler. ♦

Débarrasser l'humanité de l'arme atomique, objectif à relier à celui du désarmement mondial, est un objectif fondamental d'une politique d'émancipation. Il est incompréhensible que cet enjeu ne soit pas pleinement porté et considéré comme partie intégrante du combat pour l'émancipation, au lieu d'être comme aujourd'hui traité à part des autres exigences.

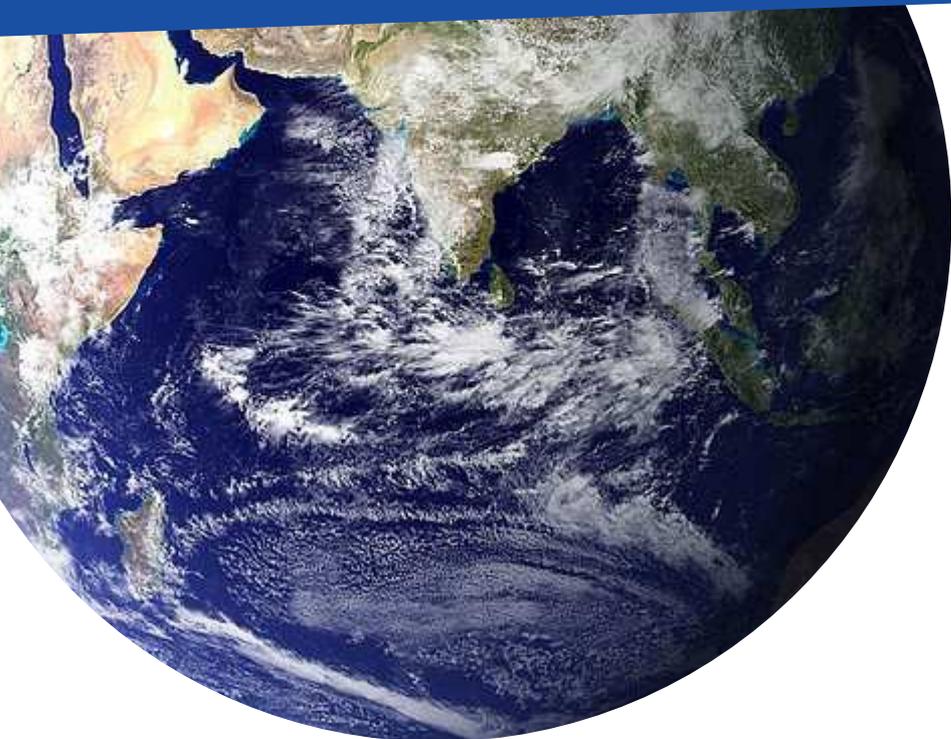
Sauver la planète-homme

"Le contraste est insoutenable entre le sort de la cause humaine et celui de la question écologique. Quoi qu'on ait à dire sur la pensée verte et l'écologie politique, on conviendra sans réticence que des décennies d'efforts pour faire prendre conscience des périls mortels encourus par la planète, donc par l'humanité, ont été justifiés, méritoires, bénéfiques et si l'on est encore bien loin de compte, la cause écologique est entrée en action. L'incroyable est que rien de tel ne se soit encore produit pour la cause anthropologique, du moins qui corresponde à sa taille tout aussi gigantesque. La liquidation accélérée des solidarités sociales serait-elle moins grave que la fonte des glaciers polaires, et ne nous menace-t-elle pas d'inondations aussi ravageuses ? La contamination des consciences par le primitivisme de l'évaluation monétaire universelle est-elle plus supportable que la pollution de l'atmosphère ? Epuiser les ressources humaines pour une décimale supplémentaire du taux de profit n'enferme-t-il pas dans la même impasse qu'épuiser les ressources minières ? Rendre la vie invivable appelle-t-il moins à s'insurger que rendre la planète inhabitable ? En vérité ces deux causes immenses sont intimement connexes : si l'irresponsable saccage de la planète compromet la survie de l'humanité, l'irresponsable saccage de l'humanité prive d'innombrables énergies la sauvegarde de la planète. C'est à tous égards de première urgence historique : il faut sauver la planète-homme."

Lucien Sève,
philosophe

Extrait de *L'homme ?*, Editions La dispute, 2008.

Quels choix énergéti



Les Communistes unitaires soutiennent le projet d'une transition énergétique visant à remplacer simultanément les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives. Il s'agit d'un choix de société, qui doit aller avec des avancées et des ruptures en matière de sobriété, de réduction des gâchis, ainsi qu'en matière d'efficacité énergétique.

A plusieurs reprises, nous avons évoqué la nécessaire prise en compte de l'ampleur des besoins énergétiques à satisfaire, ce qui n'empêche pas du tout de faire émerger une autre conception de la notion de « besoins », pour rompre avec la croissance immodérée de la production et de la consommation, et des politiques de sobriété, qui joueront un rôle majeur pour la maîtrise du problème énergétique.

Les Communistes unitaires soutiennent le projet d'une transition énergétique visant à remplacer simultanément les énergies fossiles et l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables et alternatives, limitant les risques pour les individus comme pour la planète. Cette sortie du fossile et du nucléaire n'est

pas concevable à l'échelle de quelques années, même si elle est urgente : elle

doit être volontariste, maîtrisée, planifiée. Elle doit être un choix de société transparent, explicite, démocratique. Elle va avec des avancées et des ruptures en matière de sobriété, de réduction des gâchis, des avancées en matière d'efficacité énergétique. Cela inclut des mesures radicales, par exemple contre l'explosion du trafic aérien, faute de quoi les efforts réalisés dans tels et tels autres secteurs seraient proprement dilapidés par celui-ci. Cela inclut aussi la décroissance

Il s'agit de rompre avec la croissance exponentielle de la dépense énergétique au Nord, tournée vers l'accumulation de capital, tandis que des centaines de millions d'êtres humains sont dans la "pauvreté énergétique".

de certaines productions - qui nuisent à la société et à l'environnement - tandis que d'autres productions, socialement et écologiquement utiles, devront croître, en incluant le souci de la qualité de la production.

Une politique énergétique mondiale doit combiner :

- La recherche d'une satisfaction des besoins énergétiques, indissociablement liée à une reconfiguration de la notion de besoins, contre la logique de surproduction et de surconsommation que produit le système capitaliste et son avatar libéral. Il s'agit de rompre avec la croissance exponentielle de la dépense énergétique au Nord, tournée vers l'accumulation de capital (et non principalement vers la satisfaction des besoins), tandis que des centaines de millions d'êtres humains sont dans la "pauvreté énergétique" (surtout au Sud, mais aussi au Nord). C'est pourquoi le combat pour l'alternative énergétique mondiale est fondamentalement un combat anticapitaliste ;

- La réduction des risques concernant l'extraction, l'exploitation, la production et le transport des matières premières et des énergies produites, prenant en compte les différentes temporalités ;

- La diversification des ressources énergétiques, c'est-à-dire la combinaison de multiples sources d'énergie permettant de répondre aux différents besoins, de ne pas dilapider les ressources. C'est ainsi qu'il faut par exemple prendre au sérieux les possibilités de circuits locaux, répondant à des demandes de proximité ;

- La durabilité, pour préparer aux générations futures un avenir meilleur que celui que nous leur promettons aujourd'hui en épuisant les matières premières et en

ques généraux ?

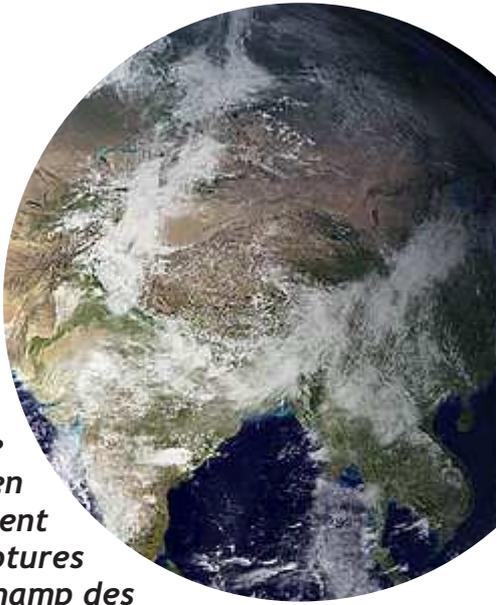
dégradant notre environnement et la biosphère ;

- La recherche. Il est particulièrement grave que la France, entièrement plongée dans le quasi monopole du nucléaire, ait délaissé les investissements en matière d'énergies renouvelables. Elle se trouve de ce fait dans la nécessité de produire un effort substantiel en la matière aujourd'hui. La France et les entreprises doivent dégager des financements nouveaux en matière de recherche et développement. C'est d'abord sous maîtrise publique que doivent avoir lieu ces recherches, avec plus largement l'objectif d'éviter la confiscation mercantile des avancées.

Ce sont là des propositions d'orientations, mises en débat. On ne saurait trop souligner le sens global de notre position : nous pensons que la société doit être mise en capacité de décider des choix énergétiques et que seules des avancées en la matière peuvent permettre des ruptures dans le champ des modes de développement.

Si les scientifiques doivent éclairer les choix possibles, le pouvoir de décider ne doit plus appartenir aux spécialistes et

aux institutions, mais aux citoyens. C'est d'ailleurs lorsque les citoyens s'emparent des questions, comme actuellement contre l'exploitation des gaz de schiste, que les industriels et les pouvoirs publics sont obligés de reculer. ♦



Nous pensons que la société doit être mise en capacité de décider des choix énergétiques et que seules des avancées en la matière peuvent permettre des ruptures dans le champ des modes de développement. Si les scientifiques doivent éclairer les choix possibles, le pouvoir de décider ne doit plus appartenir aux spécialistes et aux institutions, mais aux citoyens.



.....
Ce texte a été coordonné par Gilles Alfonsi, avec les apports de Julien Alapetite, Christophe Barbillat, Frédéric Bouviolle, Didier Hamel, Michèle Kiintz, Jacques Millet, Pierre Nouzarède, Philippe Stierlin, Pierre Volpini...

Si le débat continue au sein de l'Association des communistes unitaires, nous espérons qu'il contribuera au dialogue avec tous ceux qui pourraient le souhaiter.

Merci de nous faire part de vos remarques :
contact.communistes.unitaires@gmail.com

S'informer, participer, financer

L'hebdo des Communistes unitaires est en ligne :

WWW.CERISESENLIGNE.FR

Pour recevoir l'hebdomadaire *Cerises*,
envoyez un mail à : contact.cerises@gmail.com

Rendez-vous sur le site :

www.comunistesunitaires.net

Pour tout échange, pour contacter ou créer un groupe local :
contact.comunistes.unitaires@gmail.com

Pour participer aux activités ou / et au financement :
merci de remplir et de renvoyer le bulletin ci-dessous.



Nom : Prénom :
Adresse postale :
..... Code postal : Ville :
Téléphone : Adresse électronique :

- Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.
- Je souhaite être contacté-e pour mettre en place un groupe local des Communistes unitaires.

Je souhaite contribuer au financement de l'Association des communistes unitaires :
 Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU).

Le formulaire nécessaire est disponible sur www.comunistesunitaires.net (rubrique "financement"). Il peut être envoyé sur demande adressée par courrier à l'adresse ci-dessous ou par mail à contact.comunistes.unitaires@gmail.com

Je joins à ce bulletin un don sous la forme d'un chèque de € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement des communistes unitaires (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une **réduction fiscale à hauteur de 66 %** du montant versé (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable). Par exemple, pour 20 € versés, vous pourrez déduire 13,20 € du montant de votre impôt sur le revenu.

Fait à le Signature :

à adresser à : AFCU, 18 rue Chateaubriand 24 100 Bergerac

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.comunistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U. - 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.